

La gouvernance économique mondiale depuis 1944

Introduction :

Texte de Pascal Lamy (ancien secrétaire général de l'OMC) **sur les 3 échelles de gouvernance p.386**
Définition des termes du sujet

- La « **gouvernance** » doit se différencier de la notion de gouvernement. C'est un **concept économico-politique récent** apparu à la fin des années 80 et qui se base sur le principe d'un ralliement universel au modèle occidental de l'économie de marché.
- *La **gouvernance économique** est alors la mise en place d'un **système** » qui se veut **mode de gestion de l'espace mondial** (où tout se négocie et se régule.)*

Documents page 364/365 sur la crise des années 1930.

L'idée d'une coopération des nations à **l'échelle mondiale est antérieure à 1944**. Elle trouve sa principale origine dans le désastre économique de la crise de 1929. Dans les années 30, les grandes puissances utilisant le protectionnisme **dévaluent leur monnaie et le commercial mondial s'effondre**. A partir de 1944, dans un contexte nouveau de reconstruction de l'économie à la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats Unis en particulier vont tenter de mettre en place **des organismes de régulation**.

La gouvernance propose donc un **nouveau mode de gestion des relations internationales** qui remet en cause le monopole de l'État sur les affaires mondiales mais sans vouloir établir un gouvernement mondial. Elle entend cependant dépasser la simple coopération entre nations.

Problématique : Comment évoluent et se manifestent les logiques de coopération économique depuis 1944 ?

I) Les réformes de l'après guerre

A) Les objectifs des Etats-Unis : Edward Kienholz, Le monument aux morts, page 369.

Les **Etats-Unis se sont enrichis pendant la guerre** en exportant des armes, des produits industriels et en prêtant de l'argent aux alliés. Au niveau financier ils possèdent 2/3 du stock d'or mondial et se servent de cette puissance pour **changer la donne mondiale**.

En effet les **Etats-Unis** ont rapidement mesuré les risques du « **dollar gap** », la menace d'une chute des importations américaines avec pour conséquence la surproduction sur l'économie américaine. Ils recherchent donc des marchés extérieurs pour leurs entreprises et ils doivent **reconvertir leur économie de guerre en une économie de paix**. En outre la lenteur de la reconstruction était selon les mots mêmes de Truman « **la meilleure alliée de Staline** », c'est-à-dire la possibilité de voir les pays basculer dans l'idéologie communiste.

La reconstruction économique du monde va donc se faire sous le signe du **libéralisme économique** et de **l'ouverture des frontières**.

B) Les débuts de la coopération économique : Document 2 page 369 : le système Bretton Woods.

En juillet 1944, **la conférence de Bretton Woods** réunit aux Etats-Unis 44 pays (les pays pauvres sont écartés) pour fixer les règles de cette gouvernance. Cette conférence est préparée par l'économiste britannique **Keynes** et le secrétaire au trésor américain **White**. **Elle fonde deux principes majeurs :**

- Le dollar est la seule monnaie convertible en or, « **as good as gold** » et devient ainsi la **monnaie internationale des échanges**. Chaque pays fixe ensuite la valeur de sa monnaie par rapport au dollar mais pour éviter de répéter le cycle de la dépression des années 30 chaque pays ne peut dévaluer sa monnaie de plus de 10 % de sa valeur sans l'accord du FMI.
- **Deux banques sont créées à Washington :**
le **Fond Monétaire International, FMI** qui prête de l'argent aux Etats en difficulté de manière temporaire et dont le fond est alimenté par les Etats membres.
la **Banque mondiale ou BIRD** qui finance des projets de développement, donc des prêts) plus long terme. **Tableau 5 page 372 : les directeurs des deux banques.**

En octobre 1947, la **conférence de Genève** réunit 23 pays, représentant plus de **50 % du commerce mondial** pour signer les Accords du **GATT, l'Accord Général sur le Commerce et les Tarifs Douaniers**. **Les principaux acteurs du commerce mondial font résolument le choix du libre échange et ils s'engagent à baisser les douanes.** Cet accord repose sur trois grands principes :

- la **démarche est coopérative**, de manière périodique les pays peuvent faire évoluer le texte. « **les rounds** », **des cycles de négociations multilatérales**.
- Les règles du **commerce doivent empêcher le dumping**.
- **Le GATT ne s'occupe que de l'industrie** ; l'agriculture et les services ne sont pas de son ressort car celle-ci bénéficie de protections douanières.

Les Etats-Unis accordent également des aides massives à l'étranger dans le cadre du **Plan Marshall** (13 milliards de \$) pour aider à la reconstruction de l'Europe. **Les Etats appliquent alors les idées de Keynes et interviennent dans l'économie pour stimuler la croissance.**

C) Les limites de la gouvernance mondiale: Doc 8 page 373 : les principaux emprunteurs du FMI.

Le libre échange devient une réalité dans les années 60 grâce au **retour de la stabilité monétaire et à la relance spectaculaire les échanges**. Les Etats-Unis **deviennent ainsi la puissance dominante** car ils sont les **principaux contributeurs du FMI et de la Banque mondiale** et parce que leurs **FTN exportent massivement**. Cependant, le **redressement économique et monétaire de l'Europe et du Japon**, les investissements des FTN américaines à l'étranger provoquent un **déficit de la balance des paiements**. C'est « **l'effet boomerang** » de **Robert Reich**.

D'autre part, une **partie importante du monde est en marge du système de Bretton Woods**.

- **Les pays communistes** refusent de participer au FMI et à la BIRD et rejettent le Plan Marshall. Le bloc communiste crée sa propre organisation économique : le CAEM.
- **Les pays du tiers-monde** dénoncent le déséquilibre des termes de l'échange et demandent une action en faveur du développement. L'ONU crée la **CNUCED et le PNUD** tandis que la Banque mondiale leur accorde des prêts à des taux très bas.

II) L'évolution de la gouvernance mondiale (années 70 et 80)

A) L'abandon des taux de change fixes : **discours de Nixon, doc 2 page 375**

A la fin des années 60 le déficit imputable aux **énormes dépenses militaires** engagées dans le conflit au Vietnam met en péril le **système financier mondial**. L'inflation est devenue préoccupante puisque qu'il y a en 1971 **5 fois plus de dollar en circulation que d'or pour le garantir**.

Le **président Nixon**, inquiet de l'irruption d'une crise majeure, annonce **en août 1971** la fin de la convertibilité du dollar en or et il dévalue le dollar. Les monnaies s'apprécient désormais les unes par rapport aux autres et nombreux capitaux se « réfugient » en RFA et au Japon.

En 1976, à la **Conférence de la Jamaïque** les pays signent les accords de Kingston qui confirment cette **modification des règles de Bretton Woods** : **doc 3 page 375 : fluctuation Yen**.

- l'or **cesse d'être l'étalon monétaire** et devient une marchandise comme les autres, *son cours est fixé à la bourse*.
- Les **échanges monétaires** deviennent « flottants » les monnaies s'apprécient entre elles, ce qui amène l'Europe à créer en 1979 **son propre système monétaire européen, le SME** visant à réduire les écarts d'inflation.
- La **baisse du dollar a conduit les pays de l'OPEP** à obtenir des augmentations du pétrole à partir de 1971 et a provoqué les **chocs pétroliers de 1973 et 1979**. Ces chocs pétroliers sont liés la crise des années 1970, à l'inflation mais il ne faut pas oublier le contexte géopolitique (*notamment la guerre de Kippour de 1973*)

B) La nouvelle division internationale du travail : **doc 1 page 375 : Des sommets économiques**

La fin des trente glorieuses correspond à **une nouvelle donne économique mondiale** :

- Les **transferts d'activité et de technologie** (*la stratégie du vols des oies sauvages, amorcée au Japon*) stimulent la croissance des « **dragons asiatiques** » (*Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong*) ainsi que les « **Tigres** » (*Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande*). Le **littoral chinois** se développe lui aussi à partir de l'ouverture des **zones économiques spéciales** au cours des années 1980. **Les firmes multinationales privilégient la délocalisation des activités industrielles vers les pays du sud et les IDE progressent fortement**.
- Les pays européens sont donc touchés par la **désindustrialisation et par le chômage** et aussi par les effets du choc pétrolier qui alourdit la **facture énergétique**. Ils appliquent des politiques économiques divergentes, comme en France avec des plans de relance mais qui ne sont pas coordonnés. Dans ces conditions **en 1975, un forum de concertation des pays développés est créé : le G6**. Le **G6 réunit les six pays démocratiques les plus industrialisés au monde : États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie**. Le *Canada* rejoint ce club **dès juin 1976, le G6 devient donc le G7**.

C) La révolution néolibérale des années 1980 : Dossier page 378 et 379

Au cours des années 1970 les économistes néolibéraux américains, inspirés de l'école de Chicago dont **Milton Friedman**, prix Nobel d'économie en 1976, ne cessent de dénoncer le mode de gouvernance adopté depuis 1945 pour plusieurs raisons. Ils proposent des politiques différentes.

- Selon eux, l'offre n'est pas assez stimulée, l'esprit d'entreprise est découragé. Il faut donc **baisser les impôts sur les entreprises, (défiscalisation)**
- L'excès de réglementation et de fiscalité freine la croissance. Ils considèrent qu'il faut **appliquer une politique de dérégulation**, notamment dans le secteur financier. **(Déréglementation)**
- Le **poids excessif de l'Etat providence** s'ajoute à l'inefficacité des politiques keynésiennes de relance. Il faut donc **baisser les dépenses publiques. (privatisation)**
- Pour **vaincre le chômage** ils préconisent une réduction des avantages sociaux des salariés et la **flexibilité de l'emploi. (désyndicalisation)**

Les deux grandes figures de ce courant dans la politique sont le président républicain **Ronald Reagan** et la premier ministre britannique **Margaret Thatcher**. Cette victoire du néolibéralisme s'impose aussi en Allemagne avec **Helmut Kohl** et en France avec **Jacques Chirac**, de 1986 à 1988.

Dans le domaine financier la « **globalisation financière** » est marquée par une **circulation intense des capitaux à la recherche de profit immédiat**. Le fonctionnement des entreprises et leurs stratégies évoluent car les **actionnaires dictent désormais leurs lois aux dirigeants d'entreprise** pour dégager des profits maximums et les obligent à recourir à des « **plans sociaux** » pour faire monter les cours des valeurs. Cette « **horreur économique** » selon l'expression de **Viviane Forrester**, **déchaîne la contestation des antimondialistes** qui dénoncent le « **diktat des milieux financiers** ».

III) La recherche d'une nouvelle gouvernance 1990-2010 :

A) Une gouvernance mondiale élargie : Carte de l'OMC page 377

Avec la disparition du communisme, les tensions politiques se réduisent et les frontières s'ouvrent au commerce : **le modèle capitaliste se généralise à l'ensemble des Etats dans les années 1990. Dans ce contexte de mondialisation, la gouvernance économique** est donc à la recherche d'une **nouvelle forme d'organisation multipolaire**.

En 1995, le GATT est remplacé par l'Organisation mondiale du commerce avec des attributions plus vastes :

- elle s'occupe toujours de l'industrie mais aussi de **l'agriculture, des services et de la propriété intellectuelle**, elle défend les brevets.
- Elle veut **amplifier le commerce, lutter contre la pauvreté des pays du Sud**, développer un « système commercial multilatéral plus juste ».
- Elle **souhaite éviter les guerres commerciales**, si un Etat s'estime lésé par un autre il peut porter plainte devant **un tribunal d'arbitrage : l'ORD**.
- L'OMC veut également **promouvoir le développement durable**.

La nouvelle **gouvernance mondiale** bouleverse les rapports entre les pays car elle a cessé d'être le domaine réservé des pays occidentaux et doit **être partagée avec les puissances émergentes du Sud**.

- Elle favorise les pays émergents, **les BRICS**, **Photo 4 page 387** qui obtiennent la **création du G20 en 1999** pour assurer une **croissance mondiale saine et durable**. Leur poids augmente également au FMI même si mes **pays ont souvent des intérêts divergents**. La **question de la nécessaire régulation de la finance** affirmée dès 2009 par le G20 n'avance pas beaucoup, confrontée au poids des lobbys bancaires..
- Elle ne bénéficie pas aux pays les plus pauvres car malgré les nouvelles attributions de l'OMC, son action est entravée par la **naissance des unions régionales (UE, ALENA, MERCOSUR)** et la **préférence des pays développés pour les accords bilatéraux**. Exemple : les pays riches ferment toujours leurs marchés agricoles et subventionnent leurs agricultures. Le nouveau cycle, **« le round » défini à Doha en 2001** sur les questions agricoles entre les pays du Sud n'est d'ailleurs toujours pas adopté en 2012..

B) Des crises financières multiples : **Document 2 page 378 : Maurice Allais : La crise mondiale**

Cette dérèglementation au niveau mondial et l'absence d'unité dans la gouvernance mondiale rend difficile la lutte contre les crises financières :

- **En Asie orientale : en 1997/1998**. Les banques asiatiques ont multiplié les prêts entraînant une **flambée des cours boursiers** et une **généralisation de l'endettement**. Face à la panique généralisée après la **dévaluation de la Thaïlande**, l'**Asie orientale est plongée dans des faillites en chaîne** et une **grave récession économique**. Le FMI a dû mobiliser **120 milliards de \$** dont la **moitié a été affectée à la Corée du Sud**.
- **En Amérique du Sud en 1998/99**. Le **Brésil doit accepter un plan d'austérité** suite à la perte de la moitié de ses réserves monétaires fin 1998 et l'**Argentine est confrontée à une faillite à partir de 1999**. Le FMI intervient en Argentine et impose les politiques d'ajustements structurels pour sauver le pays de la crise. Les politiques d'ajustements structurels sont des mesures imposées par le FMI aux pays qui ne peuvent plus rembourser leurs dettes. Exemple économie budgétaires, réduction des dépenses dans la fonction publique, privatisations, ouverture aux investissements étrangers.
- **En Europe et aux Etats-Unis au début des années 2000**. A la fin des années 1990 les capitaux ont afflué vers effet vers les **bourses occidentales jugées plus sûres et dynamiques** avec les nouvelles valeurs des **NTIC et du NASDAQ**. Or ces entreprises de la « **nouvelle économie** » ont été surévaluées et dès mars 2000 le **retournement boursier s'opère avec violence** et provoque une chute du commerce mondial. Aux Etats-Unis, Bush annonce alors un gigantesque **plan de relance de 760 milliards de \$**.

Document 3 page 381 : caricature de la crise de 2008-2009, John Deering,
Document 1 page 384 : Allocution de Nouriel Roubini au FMI, 2006

- **La crise mondiale de 2007.** Les banques américaines ont multiplié les crédits à taux variable, **les subprimes**, dans les années 2000, permettant à des **familles très modestes d'acheter un logement**. Le relèvement des taux de ces **crédits a rendu insolvable des millions de foyers américains**, leur logement sont mis en vente en masse, provoquant **l'effondrement de l'immobilier**. Le problème s'étend très vite aux autres secteurs car ces **créances ont été associées à des produits financiers** et **les banques qui les détiennent ont été confrontées à des pertes colossales**. Exemple : *en 2008 la faillite de la banque d'affaires **Lehman Brothers** est la plus grosse banqueroute de l'histoire américaine.*

Les Etats, les banques et la communauté internationale lancent alors des plans de sauvetage, 700 milliards de \$ aux EU, 1700 milliards d'euros pour l'UE.

- **La zone euro depuis 2010.** Depuis la crise de 2007, les milieux financiers s'inquiètent de l'insolvabilité de leurs débiteurs et exigent une **hausse des taux d'intérêt pour les Etats qui souhaitent emprunter**. Cette méfiance touche la Grèce car son taux d'endettement de la Grèce atteint **102% du PIB et son déficit budgétaire 13% du PIB**. Cette méfiance des marchés financiers et des agences de notation révèle alors une fraude fiscale généralisée. Puis c'est au tour de, puis de toute la zone euro. Des politiques douloureuses d'austérité concernent alors l'Espagne, le Portugal et l'Italie ce qui entraîne une montée des oppositions. **Voir photo 3 page 385 : mars 2010 en Grèce.**

C) Critiques du système économique mondial : **Document 6 page 379 : Paul Krugman, pourquoi les crises reviennent-elles toujours.**

La gouvernance mondiale est marquée par le **déclin relatif des grandes puissances** et les ambitions des grands pays émergents du Sud mais elle est vivement critiquée depuis ses débuts.

- **Dès la mise en place du système de Bretton Woods des critiques sont apparues** **Keynes** par exemple **souhaitait la création d'une monnaie universelle de rattachement : le Bancor et non une référence à l'étalon or**. L'économiste français **Jacques Rueff** avait aussi dénoncé l'injustice **d'un système qui donne aux Etats-Unis, « le merveilleux secret du déficit sans pleurs qui permet de donner sans prendre, de prêter sans emprunter, et d'acquiescer sans payer »**. **Document 2 page 382 : creusement déficit.**
- **Le Tiers monde a mis en cause à plusieurs reprises la gouvernance mondiale, dès la conférence de Bandoung en 1955.** Les pays les plus pauvres obtiennent en 1974 par l'ONU la reconnaissance d'un **Nouvel Ordre Economique International, NOEI**. Aujourd'hui **les pays du Sud** enregistrent des croissances plus fortes que celles des pays développés. **Ils sont des acteurs de plus en plus importants de la gouvernance mondiale dans le cadre de l'OMC et du G20.**
- Le problème du **réchauffement climatique se heurte aussi aux réticences des Etats**. La Chine et les Etats-Unis surtout refusent tout engagement contraignant en matière de **limitation des gaz à effet de serre**. L'échec du **sommet de Copenhague en 2009** a éteint les espoirs suscités par le **protocole de Kyoto signé en 1997**.

La mouvance altermondialiste est aussi un acteur majeur de la contestation du système. Ils organisent de grands rassemblements lors des sommets du G20 ou de l'OMC. (Voir le cours sur la mondialisation en géographie.)

- Ce mouvement est né en **1999 lors de la réunion de l'OMC à Seattle**. 50 000 manifestants venus de 80 pays rejettent la mondialisation libérale et affirment « **qu'un autre monde est possible** ». En **2001 à Porto Alegre le premier « forum social mondial** » ne se contente plus de rejeter le forum de Davos mais de proposer des solutions pour une meilleure gouvernance mondiale.
- Cette **nébuleuse altermondialiste englobe des mouvements très différents**: *organisations paysannes, mouvements écologistes, de défense des consommateurs, syndicalistes, artistes, des associations comme ATTAC, mouvements anti-nucléaires...* Ils sont donc les **héritiers de l'idéologie tiers-mondiste**, favorables au commerce équitable, écologistes et pour certains même, décroissants.
- Ces mouvements altermondialistes représentent **la naissance d'une opinion mondiale contestant l'ordre établi** et réclament une gouvernance qui remette l'Humain au centre de l'économie. **Le mouvement des Indignés** en est le prolongement et montre la capacité des peuples à se mobiliser contre les injustices.

Conclusion :

Avec la Seconde Guerre mondiale, tous les Etats prennent conscience de la nécessité d'une **gouvernance économique mondiale qui favorise au départ les pays occidentaux**. Ce système vole en éclat dans les années 1970 sans être remplacé.

Depuis les années 1990, se met **un nouvel équilibre politique et économique mondial**. Le monde reste cependant fracturé par de nombreux déséquilibres et des atteintes croissantes à l'environnement. **L'absence de solutions à résoudre les crises entraînent les Etats à demander plus de régulation et de gouvernance.**

Ouverture : document 5 page 387 : Xiaji Zhang, « La Chine dans le commerce international de l'après-crise. »